

DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES, COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LEURS BANLIEUES ?

NOTE n° 285 - Fondation Jean-Jaurès - 30 octobre 2015

Jérôme Fourquet*

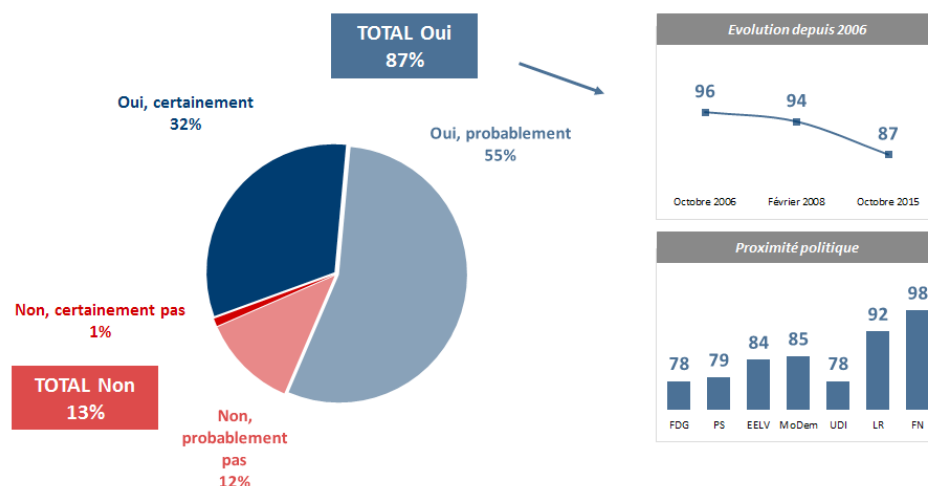
*Directeur du département
Opinion et stratégies
d'entreprise de l'Ifop

Dix ans après les émeutes des banlieues d'octobre-novembre 2005 qui avaient marqué les esprits, 87 % des Français pensent que de tels événements pourraient se reproduire¹. Si ce chiffre est massif et témoigne du fait, que pour une très large majorité de Français, la situation prévalant dans les banlieues n'a pas fondamentalement évolué, un tel scénario apparaît néanmoins un peu moins probable qu'en 2006 (96 % des Français faisaient alors ce diagnostic) ou qu'en février 2008, quelques mois après les émeutes de Villiers-Le-Bel (94 %), au cours desquelles un palier avait été franchi en termes de violence puisque plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés par balles. La proportion de personnes jugeant que de telles émeutes pourraient de nouveau « certainement » advenir connaît un recul plus sensible puisqu'elle est passée de 51 % en 2006 à 45 % en 2008 puis à 32 % aujourd'hui. La situation est donc toujours perçue comme tendue mais moins qu'au lendemain des émeutes de 2005.

Graphique 1 : La probabilité de nouveaux épisodes de violence dans les banlieues

QUESTION : Pensez-vous que des épisodes de violence dans les banlieues de même ampleur que ceux de l'automne 2005, sont susceptibles de se reproduire en France ?

Base : Ensemble des Français



1. L'ensemble des chiffres de cette note est issu d'une enquête menée par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, auprès d'un échantillon de 969 personnes représentatif de la population française. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 28 octobre 2015.

DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES, COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LEURS BANLIEUES ?

NOTE n° 285 - Fondation Jean-Jaurès - 30 octobre 2015

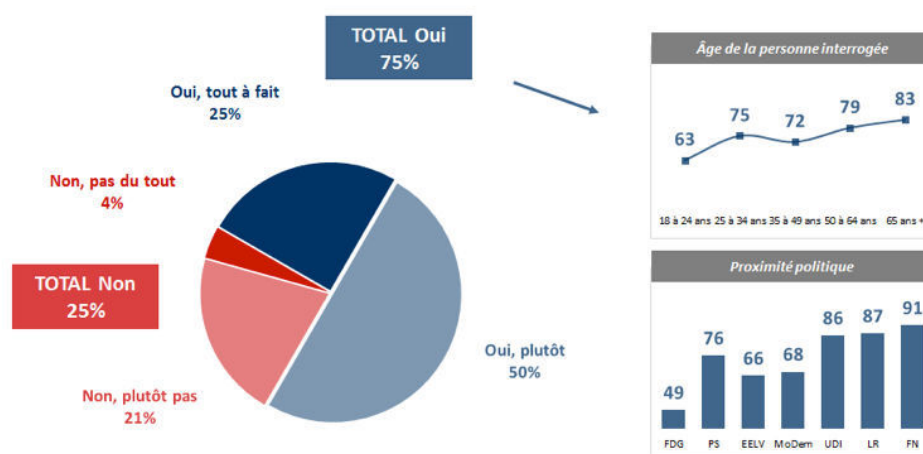
Comme on le verra dans le reste de l'étude, ce jugement varie très fortement selon la sensibilité partisane. Ainsi, 58 % des sympathisants du Front national (FN) estiment certaines de nouvelles émeutes, contre 41 % auprès des sympathisants des Républicains et 18 % seulement parmi leurs homologues du Parti socialiste (PS).

En lien avec le diagnostic précédent, trois quarts des Français perçoivent la banlieue comme un territoire plus violent que le reste du pays (graphique 2), les émeutes de 2005 ayant probablement contribué à ancrer davantage dans les esprits cette représentation déjà existante. Les sympathisants de gauche partagent cette opinion à hauteur de 67 %, contre 87 % dans l'électorat des Républicains et 91 % au FN – la différence entre ces deux derniers électors se lisant davantage en termes d'intensité de la réponse (36 % de réponses « tout à fait » parmi les sympathisants des Républicains contre 51 % parmi ceux du FN). Si le clivage est donc politique, les perceptions diffèrent également quelque peu selon le territoire de résidence. Ce sont les habitants des communes rurales, les plus éloignés des banlieues, qui en ont l'image la plus violente (82 %) alors les habitants de l'agglomération qui vivent à proximité et aussi en banlieue sont un peu moins catégoriques (69 %). Et de la même façon, plus l'interviewé est âgé, plus il a tendance à percevoir la banlieue comme violente.

Graphique 2 : La perception du niveau de violence en banlieue

QUESTION : Dans le contexte actuel, pensez-vous que la banlieue soit un territoire plus violent que le reste du pays ?

Base : Ensemble des Français



Quand on interroge les Français sur les causes perçues des violences dans ces quartiers, la réponse qui arrive, et de loin, en tête est « la présence de bandes organisées et le trafic de drogue » avec 56 % de citations (graphique 3). Viennent ensuite, mais loin derrière, le chômage des jeunes (30 %), la démission des parents (27 %) à égalité avec la présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers (26 %). Les discriminations vécues par les habitants (14 %), les défaillances du système éducatif et le manque de

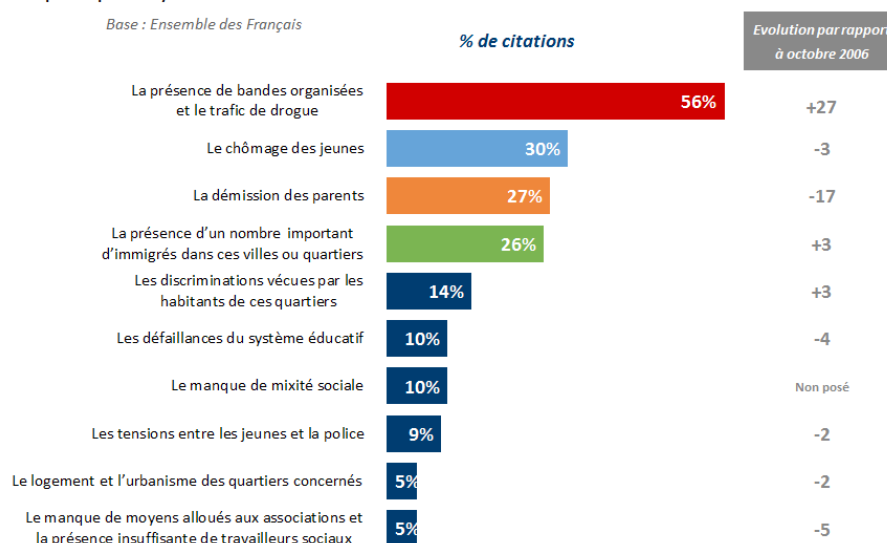
DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES, COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LEURS BANLIEUES ?

NOTE n° 285 - Fondation Jean-Jaurès - 30 octobre 2015

mixité sociale sont nettement moins cités (10 %). Si l'on peut penser que l'actualité récente, marquée par une saisie record de sept tonnes de résine de cannabis et par la mort de trois jeunes habitants de la cité des Lauriers à Marseille dans le cadre d'un règlement de compte entre trafiquants, a sans doute joué sur les résultats obtenus à cette question, ces chiffres s'inscrivent néanmoins dans une tendance de fond. On constate en effet, au regard des résultats des enquêtes précédentes, que la question du trafic de drogue s'est progressivement imposée comme principale cause perçue des violences en banlieues (qui seraient donc de plus en plus sous l'emprise de tels réseaux selon les Français). En 2006, un an après les émeutes, ce thème ne se plaçait qu'en troisième position derrière la démission des parents et le chômage des jeunes. Si ce dernier item est resté stable dans la hiérarchie des réponses comme dans le pourcentage recueilli (autour de 30 %), on enregistre en revanche un recul régulier des réponses évoquant la démission des parents qui a cédé en 2013 (enquête réalisée après les violences de Trappes) le statut de première cause perçue au profit de l'item évoquant la présence de bandes organisées. Si l'évaluation du degré de violence potentielle pouvant se manifester dans ses territoires est restée relativement stable dans le temps, la nature des causes perçues a sensiblement évolué, l'opinion diagnostiquant une emprise croissante des réseaux criminels sur ces quartiers. Ce changement de perception est sans doute à relier avec le fait que, ces dernières années, l'actualité ait été moins marquée par les émeutes (hormis Trappes à l'été 2013, peu de phénomènes de ce type ont été relatés) que par les récits et le décompte des règlements de compte liés au trafic de drogue qu'il s'agisse de Marseille ou de la région parisienne.

Graphiques 3 et 4 : Les facteurs explicatifs des violences dans les banlieues

QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, peuvent le plus expliquer les violences en banlieue ? (deux réponses possibles)

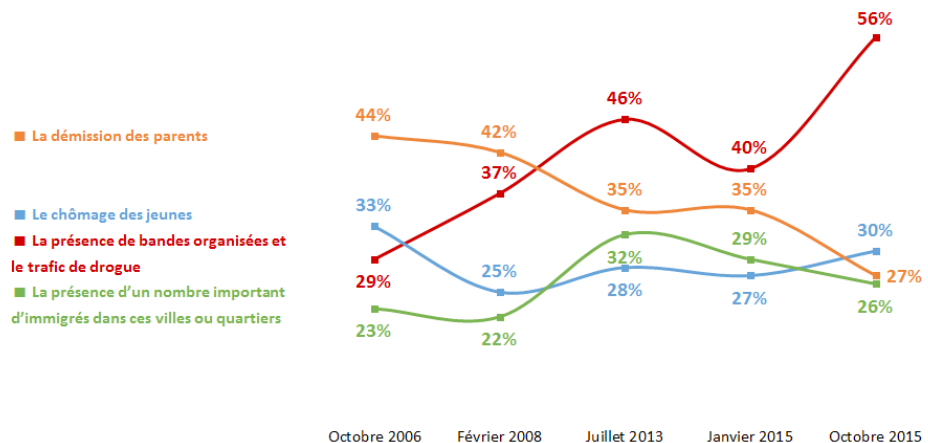


DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES, COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LEURS BANLIEUES ?

NOTE n° 285 - Fondation Jean-Jaurès - 30 octobre 2015

QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, peuvent le plus expliquer les violences en banlieue ? (deux réponses possibles)

Base : Ensemble des Français



De manière assez attendue, la hiérarchie perçue des causes de la violence en banlieue varie très sensiblement selon la sympathie partisane. Les sympathisants de gauche placent à égalité le chômage des jeunes (40 %) et la présence de bandes organisées et le trafic de drogue (42 %), item qui obtient un score très important y compris dans cet électorat. Même si les sympathisants de gauche évoquent ce problème de délinquance, ils mentionnent beaucoup plus que les électeurs des Républicains les causes sociales de cette violence : 22 % pour les discriminations vécues par les habitants des quartiers (contre seulement 5 % à droite) et 17 % pour ce qui est du manque de mixité (contre 7 % à droite). Les sympathisants des Républicains, quant à eux, citent très massivement la présence de bandes organisées et le trafic de drogue (71 %), loin devant la démission des parents (37 %) qui arrivent chez eux en seconde position, 17 points devant le chômage des jeunes. Pour l'électorat de droite, les causes sont donc d'abord liées à l'activité délinquante mais aussi à la responsabilité individuelle des familles bien plus qu'à des causes sociales. On notera que l'item « la présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou ces quartiers » obtient 26 % dans cet électorat, un score non négligeable même si la grille de lecture ethnique n'est donc pas structurante dans cet électorat. Elle l'est en revanche très lourdement parmi les sympathisants frontistes qui classent cet item à égalité (66 % de citations, soit 40 points de plus que la moyenne) avec la présence de bandes organisées (67 %), ces deux causes monopolisant quasiment l'intégralité des réponses dans cet électorat.

Si les banlieues sont associées dans les représentations collectives à l'idée de violence, elles apparaissent également, aux yeux d'une écrasante majorité de Français (72 %), comme un réservoir de talents dont le pays aurait tort de se priver. Cette idée est sans doute en partie liée au fait que la population de ces quartiers est perçue comme jeune mais que cette jeunesse n'a pas accès à une formation suffisante notamment du fait de l'absence de moyens. On retrouve ce constat dans le fait que 57 % des personnes interrogées adhèrent à l'idée que les banlieues sont des territoires perdus de la République.

DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES, COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LEURS BANLIEUES ?

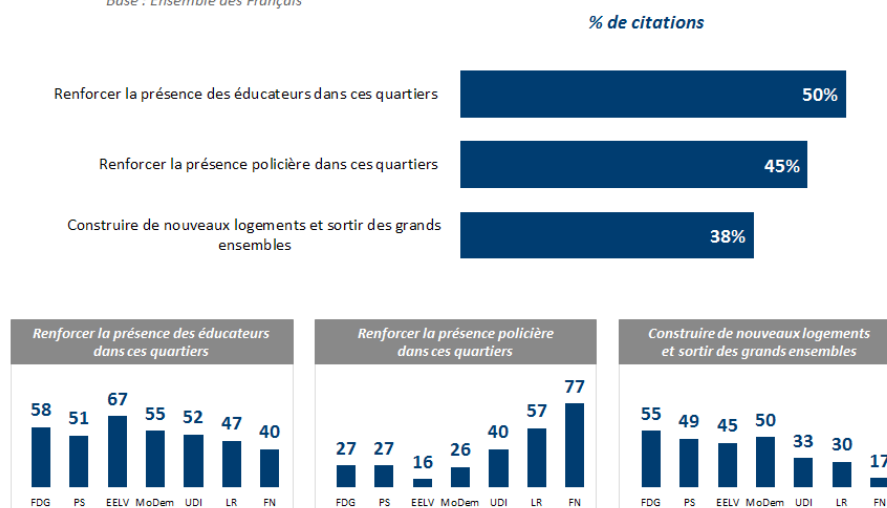
NOTE n° 285 - Fondation Jean-Jaurès - 30 octobre 2015

Dans ce contexte, quand ils sont interrogés sur les deux mesures à prendre pour améliorer la situation dans les banlieues, les Français citent en priorité le renforcement des moyens humains, qu'il s'agisse du nombre d'éducateurs (50 %) ou de policiers (45 %). La rénovation urbaine est également évoquée mais dans des proportions moins importantes (38 %), tout comme l'affectation de professeurs plus expérimentés dans ces quartiers (29 %).

Graphique 5 : Les mesures à prendre en priorité pour améliorer la situation dans les banlieues

QUESTION : Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux, qui, selon vous, permettraient d'améliorer la situation dans les banlieues ? (deux réponses possibles)

Base : Ensemble des Français



Ici encore, les réponses à apporter varient sensiblement selon les sensibilités politiques. Les électeurs de gauche citent très majoritairement le renforcement du nombre d'éducateurs (55 %) et la construction de nouveaux logements (50 %), quand l'électorat de droite met d'abord l'accent sur le renforcement des moyens policiers (57 %) mais aussi sur le nombre d'éducateurs (47 %), réponse qui semble faire consensus car même au FN, elle arrive en seconde position (40 %), loin derrière il est vrai l'augmentation des effectifs policiers (77 %).